Les Cahiers des dix

Minorités et paix internationale : Jean Bruchési en Europe de l'Est en 1929

Pierre Savard

Numéro 50, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1012915ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1012915ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Savard, P. (1995). Minorités et paix internationale : Jean Bruchési en Europe de l'Est en 1929. *Les Cahiers des dix*, (50), 235–254.
<https://doi.org/10.7202/1012915ar>

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté, 1995

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Minorités et paix internationale: Jean Bruchési en Europe de l'Est en 1929

par PIERRE SAVARD, s.r.c.

Un lieu commun tenace veut que le Canada français ait traditionnellement vécu replié sur lui-même et fait preuve d'isolationnisme jusqu'à son passage subit du «provincialisme à l'internationalisme» avec la Révolution tranquille. À la vérité, «l'isolationnisme» est une explication trop facile pour qualifier la réticence à prendre part à toutes les entreprises de l'Empire britannique tandis que le «provincialisme» sent le règlement de compte de la génération au pouvoir dans les années 1960 avec un passé qu'elle juge sévèrement.

Le peuple canadien-français et surtout ses élites n'ont pas attendu le dernier tiers du 20^e siècle pour s'ouvrir au monde extérieur. Des médecins vont étudier à Paris, en Écosse et aux États-Unis depuis le 18^e siècle. Des marchands passent à Londres et sur le continent dès la fin des guerres napoléoniennes. Évêques et prêtres connaissent le chemin de Rome. Les premiers y font périodiquement une visite au Pape requise par les règles de l'Église; les autres y vont étudier plus souvent qu'en France dans l'esprit de centralisation du catholicisme des 19^e et 20^e siècles. Et que dire des voyageurs dont le nombre croît en proportion des moyens de transport? Touristes et pèlerins prennent nombreux le chemin du Vieux Monde après 1850 grâce à la navigation à vapeur et aux chemins de fer. Cent ans plus tard, les vols transatlantiques banalisent le voyage en Europe. Ce qui restait le privilège des nantis et des instruits devient accessible au grand nombre. Ces voyageurs et ces touristes ne peuvent que contribuer à la curiosité pour l'Ancien Monde, continent déjà présent par la langue et la culture françaises, les institutions politiques et un certain mode de vie «britannique» des Canadiens français. Ajoutons que dès le début du 20^e siècle, les missionnaires catholiques canadiens-français sont répandus sur tous les continents. Au milieu de notre siècle, le Canada français, avec les Pays Bas, compte le plus grand nombre de missionnaires catholiques au monde par habitants.

Voyageurs et organes d'opinion s'intéressent avant tout à l'Europe occidentale, plus précisément à la France, à l'Angleterre et à Rome, respectivement métropoles intellectuelle, politique et religieuse. La France reste le modèle des intellectuels, Rome constitue le phare des catholiques et la Grande-Bretagne fascine par ses institutions politiques. L'engagement de la métropole britannique dans les affaires du continent est aussi suivi avec attention dans le Dominion. Faut-il rappeler que jusqu'à récemment, l'Europe occupe une place exceptionnelle dans l'univers culturel et politique des Canadiens français cultivés?¹

Mais rares sont les traces des autres Europes avec lesquelles on entretient toutefois des liens commerciaux et qu'on visite à l'occasion. Au-delà des pays germaniques déjà lointains par la langue et la culture, l'Europe de l'Est et du Sud-Est reste longtemps source d'exotisme plus que de préoccupations pour l'opinion.²

Dans les années 1920, le Canada, alors à ses balbutiements sur la scène internationale, obtient voix au chapitre de la Société des Nations. À la fin de la décennie, Jean Bruchési constate avec satisfaction dans *Le Canada* de Montréal: «Signataires du traité de Versailles, alors que nous étions en tutelle, nous avons notre place parmi les membres de la Société des Nations. Mais ayant grandi depuis, ayant fait nos premières armes en politique internationale, nous marchons à peu près librement, nous jouons un rôle intéressant (...)». Puis il conclut: «Nous pouvons jouer un rôle des plus importants et utiles dans la politique internationale. Arrivé à un certain âge, il faut que le jeune homme sorte de chez soi, ouvre les yeux sur d'autres horizons sous peine de n'avoir plus à contempler, nouveau Narcisse, que son unique personne.» (10 octobre 1929).³

1. Sur la question nous renvoyons le lecteur à nos articles: «Voyageurs, pèlerins et récits de voyages canadiens-français en Europe de 1850 à 1960», dans *Mélanges de civilisation canadienne-française offerts au professeur Paul Wyczynski*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977, 241-265; «Voyageurs canadiens-français dans l'Allemagne de Bismarck et de Guillaume II», dans *Zeitschrift der Gesellschaft Für Kanada-Studien*, n° 1, 1983, 55-64; «Pax Romana, 1935-1962: une fenêtre étudiante sur le monde» dans *Les Cahiers des Dix*, n° 47, 1992, 279-323; «Les Caractères nationaux dans un manuel de géographie des années 1930», dans *Imaginaire social et représentations collectives. Mélanges offerts à Jean-Charles Falardeau*, publié sous la direction de Fernand Dumont et Yves Martin, dans *Recherches sociographiques*, vol. XXIII, 1982, nos 2 et 3, 205-215.

2. Il faut faire une exception pour la Pologne, nation-martyre au même titre que l'Irlande dans l'opinion canadienne-française. Les insurrections polonaises de 1831 et de 1863 ont des échos dans la poésie et la presse francophones de la vallée du Saint-Laurent.

3. La date qui suit une citation renvoie à un article de Jean Bruchési publié dans le journal montréalais *Le Canada*.

Tenant d'évaluer le rôle du Canada à la Société des Nations, Bruchési rappelle d'abord que «si nous ne sommes pas au nombre des vedettes de Genève, nous ne sommes pas non plus ceux qu'on ignore, ni simples figurants». En effet, en 1929, le Canada est l'un des membres non-permanents du Conseil et, cette année-là, un Canadien, le sénateur Raoul Dandurand préside l'assemblée générale de la Société. Bruchési rappelle que les minorités ont fait la réputation du sénateur Dandurand. Les Polonais, les Roumains et les Turcs semblent redouter les interventions du sénateur canadien alors que les Ukrainiens, les Allemands de Silésie, les Bulgares, les Macédoniens et les Hongrois surtout voient en lui «un véritable sauveur, presque une incarnation de la justice». Bruchési ajoute: «L'honorable sénateur doit de rendre compte que son action est paralysée.» En effet, les Alliés ne bougent pas sur la question des minorités car ils sont persuadés que l'Allemagne utilise cette question pour obtenir la révision des traités (10 octobre 1929).

À l'été de 1925, soit quatre ans plus tôt, le sénateur Dandurand s'est rendu à Genève pour occuper le poste de délégué du Canada à la Société des Nations. Et ce, en faisant selon ses propres mots un «assez grand détour» puisqu'il passe par la Pologne, la Roumanie, la Serbie, la Hongrie et l'Autriche. Dans tous ces pays, il est l'objet d'attentions des autorités. En Pologne, il constate *de visu* le problème de la Galicie orientale où les Ukrainiens lui paraissent mal traités par la Pologne. La Hongrie, pour sa part, «espère et espérera contre toute espérance (...) elle attend l'événement, fût-ce un cataclysme, qui la mettra sur pied». En Autriche, le président Hainisch qui le reçoit, explique au Canadien que c'est la magyarisation forcée des minorités par les Hongrois qui a amené la dissolution de l'empire austro-hongrois. Il surprend le sénateur en disant: «Nous autres Allemands». Puis, il fait comprendre qu'un Autrichien se dit Allemand comme un Canadien se dit Français sans que l'un et l'autre ne restent fondamentalement ce qu'ils sont, c'est-à-dire ni Allemands d'Allemagne ni Français de France!⁴

Le périple du sénateur préfigure celui qu'effectue Jean Bruchési en 1929. Cet été-là, le journaliste et professeur visite l'Europe orientale et sud-orientale dans le cadre d'un reportage sous les auspices du journal

4. Ces pages de Dandurand ne figurent pas dans l'édition des Mémoires du sénateur Dandurand préparée par Marcel Hamelin (Presse de l'Université Laval, 1967) qui a dû réduire le manuscrit pour les besoins de la publication. On les trouve aux pages 375 à 382 du manuscrit de Dandurand conservé aux Archives Nationales du Canada.

Cette carte qui dans *Aux Marches de l'Europe* a pour auteur Robert Laplace alors au début d'une fertile et longue carrière.

Le Canada, dont il est le rédacteur en chef. Du 18 juillet au 10 octobre, il adresse au journal une vingtaine d'articles.⁵

5. Bruchési est rédacteur en chef au *Canada* de 1926 à 1930 tout en assumant son enseignement à l'Université de Montréal. Dans ses *Souvenirs à vaincre* (Montréal, HMH 1974), il laisse entendre qu'il devait fournir au journal deux articles par semaine. (p. 54)

Le Canada a été fondé par un groupe d'hommes d'affaires libéraux dont le sénateur montréalais Marcellin Wilson (auquel le livre *Aux marches de l'Europe* est dédié). Organe du parti libéral, le *Canada* est conservateur au plan social. Son tirage se compare à celui du *Devoir*, plus nationaliste et plus proche du clergé. Feuilles d'idées et d'information à la fois, ces deux journaux se classent, pour le tirage, bien loin derrière la *Presse*, le grand quotidien francophone montréalais.⁶

Les articles du *Canada* à l'été de 1929 seront suivis de nombreuses conférences et du livre *Aux marches de l'Europe* publié en 1932. On peut donc croire que Bruchési a contribué à informer bon nombre de ses compatriotes de la complexité et de l'importance de cette partie de l'Europe où se joue encore une fois le sort de la paix.

Né à Montréal en 1901 dans une famille de la bourgeoisie professionnelle canadienne-française d'origine italienne, neveu de l'archevêque de Montréal, Jean Bruchési manifeste tôt des dons d'intellectuel. Après ses études classiques au collège sulpicien de Montréal et au collège jésuite Sainte-Marie, il fait son droit et est admis au Barreau en 1924. Il a déjà publié, deux ans auparavant, un recueil de poésies intitulé *Coups d'aile* et il a tâté du journalisme. Peu attiré par la pratique du droit, il est allé à Paris pour effectuer des études supérieures et satisfaire à un «rite de passage» de bien des Canadiens français aux ambitions culturelles. À son retour, il se voit confier des cours d'histoire à la Faculté des lettres de l'Université de Montréal.

Bruchési fait dès lors, partie des intellectuels dont plusieurs s'appellent «écrivains» à défaut d'«hommes de lettres». Cette petite société est formée d'hommes et de rares femmes qui consacrent leurs loisirs aux travaux de l'esprit. La plupart sont enseignants au collège classique ou à l'université, journalistes, fonctionnaires à Québec ou à Ottawa. Plusieurs sont membres du clergé ou encore médecins, avocats ou membres d'autres professions libérales. Ce sont eux qui alimentent les revues universitaires ou les magazines à contenu littéraire.

Bruchési sait garder ses distances entre les deux grands partis politiques du Canada et du Québec. Issu d'une famille proche du parti conservateur, Bruchési pourra se targuer plus tard de n'avoir été lié à aucun parti politique. Nationaliste bon teint, il défend la langue, la culture et la religion des Canadiens français. Il est curieux de ce qui se

6. Claude Couture, *Le mythe de la modernisation du Québec des années 1930 à la révolution tranquille*, Méridien, Montréal, 1991, p. 40 à 43.

passé au-delà des frontières québécoises: Canada anglais, États-Unis, Europe. Son idéologie se nourrit de la pensée traditionaliste française: c'est un lecteur de Maurras, de Barrès, de Daudet et de *l'Action française*. Dans ses articles de l'été de 1929, il cite aussi à l'occasion Jacques Bainville et Henri Béraud.⁷

En 1929, Bruchési a 28 ans. C'est alors que, jeune professeur et journaliste, il entreprend de découvrir et faire mieux connaître à ses compatriotes cette Europe de l'Est et du Sud-Est qui joue alors un rôle capital dans les affaires internationales. Au surplus, cette Europe constitue un véritable laboratoire du traitement des minorités, question qui ne laisse pas d'intéresser tout Canadien français minoritaire dans le Canada en train de sortir des langes du colonialisme britannique.

En 1929, Bruchési n'en est pas à ses premiers pas sur le Vieux Continent. Il a fait son premier tour de France de juillet à octobre 1923 avec la mission commerciale et culturelle canadienne du Train-Exposition canadien alors qu'il était étudiant en droit à l'Université de Montréal. En octobre de l'année suivante, il a traversé de nouveau en France où il passera trois années. Inscrit à l'École libre des sciences politiques, il suit les cours de André Siegfried sur les États-Unis et de Jacques Bardoux sur l'Angleterre. Il fréquente aussi la Faculté de droit, l'École des Chartes, l'Institut catholique et la Sorbonne (Faculté des lettres) où enseigne déjà Pierre Renouvin. Durant ce séjour, il a fait une «folle randonnée à Prague et Carlsbad». En 1928, il est de retour en France à la tête d'une délégation d'étudiants. Rentré à Montréal, il est chargé de cours à la Faculté des lettres de l'Université de Montréal pour remplacer Jean Désy, son aîné, «ancien d'Europe» comme lui et qui est entré dans le jeune service diplomatique du Canada.

À l'été de 1929, Bruchési part pour son quatrième voyage en Europe. En juin, il participe en France à des célébrations grandioses en l'honneur de Jeanne d'Arc, célébrations «dominées par le maréchal Lyautey». Il y rencontre le général Weygand dont la femme, de «lointaine origine polonaise», préside le comité des fêtes. Il rend alors visite au général qui le reçoit dans «son vaste cabinet du boulevard des

7. Sur Bruchési voir surtout le premier tome de ses mémoires déjà cité ainsi que le *Dictionnaire des auteurs de langue française en Amérique du Nord* (Montréal, Fides 1989). Décédé en 1979, Bruchési a été sous-secrétaire de la Province de Québec puis ambassadeur du Canada en Espagne.

Invalides dont l'unique ornement était un buste de Napoléon». Le maréchal ne cache pas son mépris pour le pacifiste Aristide Briand.⁸

De Paris, Bruchési file vers Berlin où il s'arrête pendant trois jours. De là, il se rend en Roumanie, passe en Turquie puis visite la Bulgarie. Il séjourne ensuite dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes comme on appelle encore la Yougoslavie en 1929, traverse en Hongrie puis se rend en Autriche pour regagner son pays via la Bavière et Paris. À Genève, il assiste à «une âpre discussion sur les réfugiés» à la Société des Nations où il retrouve le sénateur canadien Raoul Dandurand.⁹

Bruchési consacre à la Société des Nations et au Canada à Genève deux chroniques, les 8 et 10 octobre. Des commissions et de l'assemblée de la S.D.N., il déclare: «on semble y faire beaucoup de bruit pour rien. Telle est l'une des caractéristiques de nos démocraties modernes. En réalité, du moment qu'on ne touche pas à l'un de ces grands problèmes de politique internationale, l'on obtient des résultats pratiques et intéressants. L'assemblée elle-même est un grand spectacle, comique ou tragique, suivant les goûts; les commissions ont un caractère plus sérieux. Mais c'est encore au Secrétariat général et au B.I.T. (Bureau international du Travail) que s'accomplit la meilleure besogne.» (8 octobre)

Bien introduit dans les pays qu'il visite, Bruchési a pu s'entretenir, par exemple, avec le Bulgare Ivan Popov, futur ministre des affaires étrangères de son pays et avec le comte hongrois Étienne Csaki, lui aussi futur chef des affaires extérieures de son pays. En Pologne, il passe des heures avec un des plus grands propriétaires de Poznanie. En Roumanie, il rencontre le grand intellectuel Nicolas Iorga dont il gardera un souvenir ému. La reine Marie, qui a visité Montréal, le reçoit et il entrevoit son petit-fils, le roi Michel, âgé de huit ans. À Genève, il a pu s'entretenir avec le *grand old man* de la politique européenne, le comte Albert Apponyi. Mais le clou des rencontres, c'est l'entrevue que lui accorde le roi Alexandre de Yougoslavie alors dans sa résidence d'été à Bled en Slovénie.

8. *Souvenirs à vaincre*, p. 46-47.

9. Voir plus haut son article dans le *Canada* du 10 octobre 1929. Le 1^{er} juillet, Bruchési est à Berlin. À l'exposition de Poznan le 5, on le trouve à Cracovie le 14 après un passage à Varsovie. Il adresse des correspondances de Bucarest du 20 au 31 juillet. Il est à Constantinople les 5 et 6 août, à Sofia les 9 et 11 août. Il entre peu après en Yougoslavie pour séjourner à Raguse (Dubrovnik) autour du 15 août puis en Slovénie vers le 22 août. Le 1^{er} septembre, il adresse un papier de Vienne. Le 13 septembre, c'est de Genève, qu'il envoie son dernier article publié dans le *Canada*.

À la fin de son livre, Bruchési fournit une bibliographie montrant l'étendue des lectures qui complètent ses observations sur place. Les meilleurs ouvrages français du temps y figurent depuis les synthèses de Driault, de Bourgeois, d'Ance! jusqu'à la thèse du doctorat de Renouvin sur les origines de la Grande Guerre. Bien entendu, ces études s'inscrivent dans la ligne de la politique étrangère de la France. Sur la Pologne, l'Ukraine, la Roumanie, la Bulgarie, la Macédoine et la Hongrie, l'auteur nous renvoie à un ensemble de publications en français et en anglais. S'y côtoient, traductions d'études d'auteurs de ces pays, publications de propagande ou de défense, études françaises et britanniques. Cette documentation bien assimilée fait comprendre le caractère documenté des exposés de Bruchési sur le présent et le passé des pays qu'il traverse. L'auteur ne cite à peu près jamais ses sources dans le texte, selon l'esprit des essayistes qui veulent échapper au reproche de pédantisme; d'ailleurs, son livre s'adresse à un public cultivé sans prétendre à l'érudition.

Dans l'envoi de son livre, Bruchési souhaite «(ajouter) un tant soit peu de connaissance» tout en «(apportant) à quelques-uns une heure d'agréable lecture»¹⁰. À la vérité, l'auteur, habile à décrire et à raconter, donne ici un des meilleurs ouvrages de la littérature de voyage des lettres canadiennes-françaises. Aussi faut-il s'étonner que le *Dictionnaire des Œuvres littéraires du Québec*, si prompt à présenter les moindres productions romanesques, poétiques et théâtrales, n'ait pas fait place à cet ouvrage parmi les essais qu'il a retenus.

Le livre abonde en tableaux qui dénotent un fin sens d'observation des personnes et des lieux. La campagne autour de Cracovie, celles de Roumanie, de Transylvanie, de Slovénie et de Hongrie, sans oublier la *choumada* serbe, les villes de Varsovie, de Sarajevo, de Raguse (Dubrovnik), de Budapest et de Vienne, les figures du général Pilsudski, de l'historien roumain Iorga, du petit roi Michel de Roumanie et de son entourage, du roi Alexandre de Yougoslavie, les régions frontières à l'atmosphère lourde entre la Bulgarie et la Serbie, ou encore entre la Lithuanie et la Pologne, les communautés culturelles ruthènes (ukrainiennes) et juives en Pologne, le Monténégro âpre et sauvage, ou encore

10. Le lecteur retrouvera les citations dans *Aux marches de l'Europe* publié à Montréal aux Éditions Albert Lévesque en 1932. Le plan du livre suit l'itinéraire de l'auteur. Le *Canada* contient les chroniques originales de Bruchési publiées entre le 18 juillet et le 10 octobre 1929. Sur le contexte du voyage, Bruchési fournit quelques renseignements dans le tome premier de ses mémoires intitulés *Souvenirs à vaincre* (Montréal, HMH, 1974).

l'exposition nationale de Poznan, constituent des pages qui ne déparent pas une anthologie de voyageurs. Mais Bruchési veut plus que charmer, il veut instruire. En conclusion, il rappelle quelques leçons tirées de l'observation de l'Europe de l'Est. Plusieurs de ces États, comme le Canada, communient à la culture française, ce qui, selon lui, facilite la compréhension mutuelle. Ici, l'auteur pense autant à la Pologne francophile qu'à la Roumanie «latine» dont «les voix chantantes rappelle l'Italie» (104)¹¹. Il se félicite d'entendre des Yougoslaves souhaiter une constitution fédérale à la canadienne(277). La religion des Polonais qu'on lui a décrite comme étant de surface lui rappelle celle du Canada français. Puis, le Montréalais de la fin des années 1920, souligne aux Canadiens français auxquels il s'adresse, qu'ils ne peuvent ignorer cette moitié du continent européen que la guerre et l'après-guerre ont transformée. Son préfacier et son ancien professeur, Édouard Montpetit, va plus loin. Les pays observés par Bruchési, rappelle-t-il, nous envoient des immigrants. Aussi faut-il les connaître. De plus, selon le professeur francophile, il faut que le français redevienne langue universelle pour «(assouplir) le monde». Montpetit soutient enfin que les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent, ce qui n'augure pas trop bien de l'avenir de cette région «mosaïque».

On a vu qu'un intervalle de trois ans sépare les articles écrits à chaud à l'été 1929 du livre sorti de presses à la fin d'octobre 1932. Dans des notes infrapaginales, l'auteur informe le lecteur des modifications survenues en politique intérieure et extérieure. En 1932, la guerre germano-polonaise des tarifs semble vouloir se calmer (15). La Pologne a signé un pacte de non-agression avec l'U.R.S.S., pacte qui inspire peu de confiance au Canadien (56). Le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes s'appelle Yougoslavie depuis 1930 et le roi Alexandre a octroyé à son pays, en septembre 1931, une nouvelle constitution qui a mis fin à la dictature. Mais le «beau royaume» est encore menacé par ses vieux démons économiques et ethniques (274). En Roumanie a eu lieu le coup de théâtre du retour du roi Carol qui, rentré en juin 1930, a repris son trône: «La Roumanie n'a pas encore retrouvé son équilibre», note laconiquement le Canadien (156). En somme, le tableau de 1932 n'est pas plus réjouissant que celui de 1929.

11. Rappelons que pour alléger l'appareil critique, le chiffre de la citation est celui de la page de *À travers l'Europe* où elle figure.

Bruchési a intitulé le récit de son périple *Aux marches de l'Europe*. L'expression est imagée et permet de couvrir des régions aussi diverses que la Pologne et l'Europe danubienne. Il a laissé de côté la Tchécoslovaquie, sans doute pour l'avoir déjà effleurée lors d'un voyage antérieur. Sans qu'il s'en explique, son titre peut faire allusion aux marches de l'Occident face au péril bolchevique qui a remplacé la menace turque de jadis. En tout cas, la hantise de la subversion communiste revient ici et là dans son exposé que ce soit à propos de la Pologne, de la Yougoslavie ou de l'Autriche.

La «marche» par excellence de l'Europe, c'est la Pologne. Passant dans ce pays, il insiste: «Surtout, il ne faut pas oublier que la grande Pologne, telle qu'elle est, est nécessaire à la paix de l'Europe. Elle continue de jouer le beau mais difficile rôle de sentinelle avancée aux marches orientales de l'Europe». (13 août 1929) Auparavant il a souligné que la Pologne occupe une place de choix dans ce combat puisqu'elle représente «le catholicisme contre la rude culture germanique et le slavisme orthodoxe». Et il continue par un éloge sans réserve: «À deux ou trois reprises depuis 1918, on crut qu'elle allait sombrer. La foi, la noblesse, la bravoure de son peuple l'ont sauvée» (24 juillet 1929). Par contre, Bruchési arrive mal à se former une opinion sur Pilsudsky. Sur cet ancien socialiste devenu anti-parlementaire, il a recueilli les «jugements les plus contradictoires de (ses) divers interlocuteurs» (6 août 1929) La Roumanie, pour sa part, constitue le bastion avancé de la civilisation occidentale; elle continue «le rempart que la Pologne commence plus au nord» (15 août 1929) Enfin, pendant des siècles rappelle Bruchési, la Hongrie et la Pologne ont été «à la limite extrême de la civilisation occidentale» (63) face aux Turcs. Aujourd'hui, ce sont la Pologne et la Roumanie qui sont chargées de «veiller sur la civilisation d'Occident mise en péril par la pensée orientale (sic)» (63).

Comme tous les voyageurs, Bruchési porte en lui sa patrie. À l'occasion, surgit la comparaison avec le Québec. Le paysage de la frontière polono-lithuanienne lui rappelle, «par l'aspect de ses rives sauvages, un lac de nos Laurentides» (69). C'est encore certains traits des «Laurentides québécoises» qui apparaissent dans le paysage de collines et de vallons autour de Trieste (259). En Slovénie, «la campagne riante rappelle un peu celle de la province de Québec», avec ses croix et ses petits sanctuaires le long de la route (270). Les mœurs des paysans s'apparentent à celles de sa province natale: «l'hospitalité polonaise est sœur de l'hospitalité des campagnes québécoises» (91).

Les villes mêmes où s'attarde le voyageur suscitent des comparaisons. Une petite rue derrière la cathédrale de Varsovie évoque la rue du Parloir à Québec (50). Wilno et ses « clochers dans la verdure estompée » fait penser à Montréal (74). Les juifs de Varsovie sont des copies de leurs congénères de l'avenue Craig, de la rue St-Laurent ou de l'avenue des Pins à Montréal (59).

En plus de souligner des similitudes de décor ou de mœurs, Bruchési se plaît à tirer des leçons. Le Canadien français n'a de cesse de se réjouir de la place qu'occupe la langue et la culture française en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie même ou en Yougoslavie; et ce, au nom de la solidarité des francophones du monde (318). En Roumanie, dont il salue la latinité et où on lui parle un excellent français, il note: « Nos bons amis anglais de Toronto ou même de Westmount, que le moindre mot français jette dans l'ahurissement, y gagneraient à venir flâner un peu dans les rues de la capitale roumaine ». Le Canadien français évoque souvent la lutte des minorités pour leurs droits. Mais il souligne qu'elle doit toujours se dérouler à l'intérieur du cadre constitutionnel. Il réprouve le terrorisme de tous les camps, que ce soit à la frontière de la Pologne et de la Lithuanie ou à celle de la Bulgarie et de la Serbie. « Nous sommes dans une partie de l'Europe — la péninsule balkanique — où tous les moyens sont bons pour arriver à une fin, où l'on assassine en pleine rue — à Chicago aussi, du reste — comme en plein Parlement » reste-t-il sans illusion, en quittant la Bulgarie (217).

L'ordre des chapitres du livre suit celui des pays visités. L'auteur nous présente d'abord un historique du pays assorti de données récentes sur l'économie. L'exposé nous promène ensuite dans villes et campagnes et, au passage, l'auteur décrit des personnages qui l'ont reçu. Bruchési a bien préparé son voyage car il est accueilli partout par des notables ou des agents du gouvernements qui répondent volontiers à ses questions bien ciblées. En Pologne, il rencontre le général-président alors qu'en Roumanie et en Yougoslavie il est reçu par le roi lui-même.

Le « goût français » de Bruchési se manifeste bien souvent dans son récit. Son idéal en architecture, c'est le classicisme versaillais réalisé dans le Trianon, qu'il retrouve tantôt en Pologne tantôt à Postdam. Par contre, le baroque des églises de Varsovie l'horripile. À l'occasion, il cite un auteur français comme Rostand, Sully-Prudhomme ou Mistral. Bien sûr, il se sent plus à l'aise chez les Roumains « latins » comme lui, que chez les Bulgares. Il ne tarit pas d'éloge sur les religieuses françaises qui instruisent les jeunes filles de l'élite à Belgrade ou à Sofia. Son

attachement à tout ce qui rappelle la France et sa culture n'a d'égal que son mépris non déguisé pour l'Allemagne prussienne. La modernité américaine ne trouve davantage grâce à ses yeux. Dans une station estivale de Bled en Slovénie, il observe: «On s'écrase dans les dancings où les pires cacophonies du jazz américain alternent avec un *paso doble* ou une valse de Strauss» (271). La francophilie de Bruchési est bien caractéristique des intellectuels canadiens-français surnommés les «Retours d'Europe» depuis le milieu du 19^e siècle jusqu'aux années 1970.

Si l'auteur brosse un tableau impressionniste plein de nuances voire de contradictions, il ne se dégage pas moins de son livre de grands traits d'ensemble. Bruchési est préoccupé avant tout de la défense de «la civilisation chrétienne» et de l'«Occident». Son intérêt pour les pays visités s'enracine dans un sentiment de solidarité avec ceux qui, à un moment ou un autre, contre le Turc par exemple, ont incarné cet idéal.

Il souhaite l'entente entre ces États qui n'ont pas encore dix ans dans leur nouvelle défroque issue des traités signés entre 1919 et 1921. Il laisse même échapper que si les pays du Danube ne réalisent pas de véritable collaboration économique, c'est la bolchevisation qui les attend.(292) Toutefois, il souligne au passage que la majorité des Autrichiens est plus attirée par l'annexion à l'Allemagne que par l'idée d'union économique danubienne.(311)

Le protectionnisme outrancier qu'il rencontre partout en Bulgarie, en Hongrie, en Yougoslavie et en Italie le rend pessimiste quant aux chances de la solidarité inter-étatiques. Il n'éprouve aucune sympathie pour le nationalisme agressif et tapageur des Turcs de Mustafa Kemal. Il déplore la xénophobie qui règne à Constantinople (3 septembre 1929). Dans son livre, il passe vite sur la Turquie à ses yeux hors des «marches» de l'Europe.

Tout en étant sympathique aux jeunes nations issues des traités, Bruchési n'en ressent pas moins quelque malaise face au propos chauvins qu'on lui tient tant en Serbie qu'en Roumanie ou en Pologne. Lorsque, par exemple les Polonais attribuent tout le mérite de leur libération à Pilsudski, il marque son scepticisme...

Les socialistes n'inspirent aucune confiance à Bruchési. Ils risquent trop d'être débordés par les bolcheviques comme on l'a vu en Autriche, selon lui, peu de temps auparavant, soit à l'été de 1927 (308-309). Dans ce pays, il constate une montée de l'hostilité entre les socialistes et les «partis bourgeois». Sans sympathie pour les premiers, il concède cependant qu'ils ont réalisé des choses admirables comme la

construction des logements ouvriers de Vienne. Il espère beaucoup, à l'été de 1929, des réformes constitutionnelles qui amèneraient en Autriche un renforcement du pouvoir présidentiel (5 octobre 1929). L'espoir de Bruchési réside avant tout dans les partis paysans qui incarnent pour lui la démocratie. Ce sont bien les «démocraties paysannes» des deux côtés du Danube qui pourraient, en s'unissant, assurer l'essentielle stabilité de cette Europe (311). Cet appel à l'union des «démocraties paysannes» n'empêche pas Bruchési, fidèle à ses maîtres à penser français, de souhaiter des chefs politiques à poigne comme le roi Alexandre. Le roi de Yougoslavie n'a pas hésité à instaurer la dictature en 1929. Alexandre est pour Bruchési un «roi intelligent et fort (qui) a fait ce qu'il fallait faire» c'est-à-dire établir la dictature (263). «Et il n'a pas l'horreur des responsabilités, ce grand mal de notre époque (265).» Ici, Bruchési semble plus sensible à l'ordre défendu par le roi qu'aux aspirations de la minorité croate. Dans une note ajoutée à la version de 1932 de son texte, il espère que le «bon sens des masses paysannes» yougoslaves allié à l'autorité du roi ramèneront la paix intérieure.

L'accueil que le roi Alexandre a réservé à Bruchési reste un des grands moments de son voyage et colore sa vision du royaume. Entrant à Belgrade, il observe: «Je suis ici en pays de dictature. Ma foi je ne m'en étais pas aperçu». (17 septembre 1929). Si la jactance serbe l'agace, il ne gardera pas moins un souvenir impérissable de «ce souverain qu'on appelait dictateur et qui m'avait reçu si longuement, si gentiment».¹²

Plus immédiatement que les bolcheviques, Bruchési voit dans l'Italie et l'Allemagne les pays qui menacent la paix de l'Europe. Il fait sien la thèse du roi Alexandre de Yougoslavie qui trouve dans l'Italie la source de tous les maux des Balkans. L'Italie n'hésite pas à attiser le feu en utilisant l'Albanie et la Bulgarie. La solidarité latine n'empêche pas Bruchési d'être sévère vis-à-vis la politique expansionniste du Duce. Comme bien des Français, Bruchési est plein de préventions face à l'Italie. Il note avec satisfaction la critique du roi Alexandre à l'endroit de la politique de rapprochement franco-italien de Briand.

Les quelques lignes sur les trois jours passés à Berlin évoquent «la Prusse éternelle» militariste (14). Quelque temps plus tard, en Rouma-

12. *Souvenirs à vaincre*, p. 12.

nie, il observe l'influence universitaire allemande «avec ce que peut avoir de lourd, de brutal, la civilisation germanique» (132). À la vérité, Bruchési attend peu de l'Allemagne. Il n'a que mépris pour «la démocratie» de la République de Weimar et se moque de «Herr Gustav Stresemann (...) réclamant hier encore, l'évacuation de la Rhénanie» (14). Avec l'Italie, l'Allemagne lui apparaît une force de dislocation en Europe. «L'Allemagne», rappelle-t-il, «ne manque pas de tirer parti (des conflits des minorités) désireuse d'assumer, devant le monde, le rôle de protectrice des minorités et se servant de ces dernières pour obtenir la révision des traités de paix» (165). De passage à Dantzig, il se lance dans une diatribe contre «l'Allemagne orgueilleuse qui n'admet pas sa défaite et qui ne renonce pas à reprendre un jour où l'autre ce territoire (...)». Car, rappelle le Canadien, «s'il existe un Locarno de l'Ouest reconnu par le Reich, il n'y a pas de Locarno de l'Est (39).»¹³

Bruchési a écrit déjà à l'été de 1929 que, pour les Allemands, «le traité de Versailles est, suivant le mot de Jacques Bainville, un artichaud qu'on mange feuille à feuille. Savoir grignoter sans que cela paraisse trop est un art précieux» (19 juillet 1929). «Dans ce pays-là, on n'oublie pas les objectifs à atteindre et, chaque jour, grâce aux divisions entre les vainqueurs, on se rapproche du but» (22 juillet 1929). «J'admire la propreté et l'ordre qui règne dans les gares allemandes, écrit-il, Mais je cherche vainement un peu de douceur sur les visages, un peu de grâce dans la démarche des femmes qui marchent devant moi». Plus loin il reproche «à l'esprit prussien et luthérien d'avoir divisé l'Allemagne en deux, ce qui empêche encore le christianisme d'imprégner le pays tout entier!» (22 juillet 1929). Sur l'ancien empire austro-hongrois, Bruchési porte un jugement plus nuancé. L'empire qui fut l'ennemi de la Grande-Bretagne, de la France et du Canada a fait profiter avant 1914 les Roumains de Transylvanie, les Slovaques et les Croates d'une «remarquable administration» (287).

Ces prises de position de Bruchési révèlent le francophile nourri de la pensée politique française du temps. Français de droite autant que de gauche se retrouvent pour dénoncer l'Allemagne et encourager des alliances entre les petits États de l'Europe centrale et orientale, alliances qui ne facilitent pas toujours la paix. Bruchési note au passage la

13. Le pacte signé à Locarno en 1925 garantissait les frontières fixées par le traité de Versailles. L'Allemagne, signataire du traité, ne reconnaissait pas cependant les frontières à l'Est.

remarque amère des Hongrois sur la Petite Entente: «un nœud coulant pour étrangler la Hongrie» (291).¹⁴

La grande question qui hante toutes ces pages et qui fait mieux comprendre l'itinéraire du voyageur reste celle des minorités. Bruchési est un Canadien français qui vit la situation de minoritaires de ses compatriotes. D'où ses déplacements pour observer *de visu* le sort fait aux minorités. Son livre est une petite encyclopédie des groupes minoritaires de cette partie du monde. En Pologne, il emmène son lecteur chez les Allemands de Dantzig, les Lithuaniens du Nord et les Ukrainiens du Sud-Est. En Roumanie, il présente les Hongrois. La Macédoine, pomme de discorde entre Yougoslaves, Grecs et Bulgares est longuement décrite. Bruchési n'oublie pas les Bulgares de Roumanie ou de Thrace grecque, ni les Slovènes d'Istrie ou les Croates du Royaume yougoslave ou encore les Hongrois qui y ont été incorporés. Dans ces divers pays, il évoque au passage deux communautés culturelles, soit les Juifs et, à la façon d'une silhouette, les Tsiganes. Il consacre aussi quelques lignes aux catholiques minoritaires en pays orthodoxes.

Au beau milieu de son enquête, Bruchési nous livre quelques réflexions d'ensemble sur le problème, complexe à souhait, des minorités. Il porte un jugement amère sur le principe des nationalités qui a amené la dislocation de l'empire austro-hongrois «dualiste, mosaïque de races, de langues et de croyances, regardé comme un anachronisme dans l'Europe démocratisée». La Grande Guerre n'a fait, selon lui, qu'aviver «les espérances et les convoitises». Cette guerre «dite démocratique», écrit-il ailleurs, fut «suivant les uns (une entreprise) pour satisfaire des appétits ou répondre à des exigences politiques et économiques, menée d'après les autres pour la libération des peuples opprimés» (287). Il appelle avec ironie Wilson, «l'ange gardien des minorités», et souligne que «les préoccupations d'ordre ethnographique n'ont pas seules inspiré les vainqueurs de la guerre» (164). Le Traité de Versailles et ceux qui ont suivi lui suggèrent ici et là des commentaires sévères. Le principe des nationalités lui arrache ce mot lorsqu'il est en Pologne: «Arme redoutable quand elle est aux mains de quelques

14. Rappelons que la Petite Entente a été signée d'abord en août 1920 entre la Tchécoslovaquie et le royaume yougoslave contre une agression appréhendée de la Hongrie. La Roumanie y adhère l'année suivante. En 1922 Alexandre de Yougoslavie épouse Marie princesse de Roumanie. La France appuie la Petite Entente hostile à la révision des traités de Trianon et de Saint-Germain. Dans le camp révisionniste se retrouvent la Hongrie et la Bulgarie, l'Autriche et l'Allemagne.

meneurs peu scrupuleux, arme empoisonnée dans une Europe où il faudrait être un dieu pour démêler l'écheveau des races, des langues et des cultures» (69).

Le problème de minorités par excellence, c'est la question macédonienne, «le problème le plus délicat, le plus angoissant, celui qui empoisonne depuis au-delà de cinquante ans, les relations des États balkaniques» (24). Bruchési expose les points de vues des parties en cause, soit les Bulgares, les Serbes et les Grecs. Il rappelle que le sénateur Dandurand a défendu à la Société des Nations, la thèse bulgare¹⁵. Mais Genève a renvoyé la question aux trois États concernés. Et pendant ce temps, les Macédoniens, dont le territoire a été attribué à la Yougoslavie à la suite de la Grande Guerre, se voient refuser la reconnaissance de leur nationalité. Ici encore, Bruchési souhaite que «le bon sens des populations paysannes» et «l'attitude énergique des gouvernements» triomphent des forces de destruction dont profite le bolchevisme. «Le monde attend les hommes courageux, sincères et justes qui tueront le mal à sa racine», conclut-il (217).

Si la minorité lithuanienne en Pologne le laisse perplexe, si la minorité allemande de Dantzig n'a pas, à ses yeux, à se plaindre, les Ukrainiens de Lwow posent «un problème délicat que la Pologne n'a pas encore résolu». Il enregistre aussi les récriminations amères des Croates qui veulent plus d'autonomie et dont certains parlent même d'indépendance mais il semble subjugué par les positions du roi Alexandre pour qui les troubles intérieurs de son royaume sortent tout droit du mal de «la démocratie parlementaire».

Bruchési souligne en passant le sort des Hongrois assez mal traités en Yougoslavie tout en se plaisant à rappeler que la Hongrie est sans doute le pays qui traite le mieux ses minorités soit l'allemande et la slovaque (297). Il rappelle d'ailleurs que Roumains de Transylvanie, Croates et Slovaques ont tiré un habile parti de l'administration hongroise au temps de l'empire dualiste (286).

Mais c'est pour les Hongrois de Roumanie qu'il garde une sympathie sans équivoque. Compassion liée à sa défense de la Hongrie à laquelle le traité de Trianon a arraché les trois quarts de son territoire et

15. Bruchési prend ses distance à l'endroit du sénateur Dandurand qui, quelques années auparavant, a défendu les minorités allemande, hongroise et macédonienne à la société des Nations. Le sénateur a alors mécontenté des États comme la Pologne et la Yougoslavie.

les deux tiers de sa population (283).¹⁶ Avec celles sur la Pologne, les pages sur la Hongrie sont les plus émues du recueil. Bruchési compare volontiers le sort des Hongrois à celui des Polonais du 19^e siècle (297). «Braves Hongrois, chevaleresques, hospitaliers et courtois», s'écrit-il (293). Pour lui, les Hongrois «de civilisation occidentale» sont incontestablement supérieurs à leurs voisins. Il se plaît à rappeler le mot d'un Hongrois de Roumanie: «Est-ce qu'un Français accepterait de vivre sous le régime des nègres du Sénégal?(290)» Et pourtant, précise le Canadien, les Hongrois ne demandent pas la rectification des frontières mais seulement le respect des minorités (291).

Deux groupes ethno-culturels apparaissent au fil des pages de *Aux marches de l'Europe*. Ils ne constituent pas à proprement parler des minorités au sens défini par les traités consécutifs à la Grande Guerre. Ce sont les Tsiganes et les Juifs.

Des premiers, Bruchési parle peu. Dans la campagne roumaine, il rencontre des campements de tsiganes. «Essentiellement nomades (...), ils vivent de rapine, mais aussi de certains métiers», commente-t-il (162). Suit une description de leurs mœurs qui reprend les stéréotypes classiques: goût de la liberté, sens de la musique et de la danse. De passage en Hongrie, il note que les campements de tsiganes établis à l'entrée des villages constituent les seules exceptions à la «propreté» et à «l'ordre» du pays (295).

Dans les pages qu'il a laissées sur les Juifs, Bruchési répète les stéréotypes de la bourgeoisie française du temps qui ont aussi cours dans la bourgeoisie francophone de Montréal. Le voyageur canadien voit les Juifs surtout en Pologne, à Wilno, à Cracovie, à Lwow, et à Zolkiew. Il mentionne aussi des Juifs en Roumanie qui parlent le hongrois. Les trois millions de Juifs de Pologne sont en majorité des Juifs du ghetto, immobiles dans le temps «tels que les ont vus les frères Tharaud» (58). «On les dit pauvres (...) mais on peut bien penser qu'ici comme ailleurs, les affaires de banque n'ont pas de secrets pour eux». Bruchési souligne la tradition d'hospitalité de la Pologne, depuis Casimir Le Grand, qui, à l'instar des Papes, a reçu les Juifs persécutés de toute l'Europe occidentale. Le quartier des juifs de Varsovie, improprement appelé ghetto car

16. Aux termes du Traité de Trianon (2 juin 1920), la Hongrie a été réduite à 92,000 kilomètres carrés et à 8 millions d'habitants avec une armée de 35,000 hommes. La Serbie, pour sa part a passé de 2 millions d'habitants en 1912 à 14 millions (pour le royaume tout entier) en 1919.

les Juifs peuvent habiter où ils veulent, est décrit comme un milieu délabré et sale à l'instar des quartiers analogues de New York, Prague ou Montréal. Suit une description où le pittoresque le dispute à un mépris non dissimulé. Selon le voyageur, le Juif polonais, dans son ensemble, reste traditionnel. La propagande sioniste n'a pas d'attrait pour lui. Les «progressistes» sont en minorité et toute union matrimoniale avec un ou une catholique est vue comme une trahison. Une âpre rivalité se développe dans le petit commerce entre Polonais et Juifs qui, jusque-là, dominaient ce monde (84). À tout prendre, déclare le Canadien, les Juifs de Pologne sont «des êtres paisibles qui se livrent au petit commerce» et qui, en politique, appuient le gouvernement (93). Mais le Canadien regrette que le Juif émigre plus facilement que le paysan polonais alors que celui-ci constitue pour le Canada, encore largement rural, un type d'immigrant plus désirable. À Zagreb, à Budapest et à Vienne, il recueillera des critiques des milieux officiels de ces pays à l'endroit d'une politique d'immigration canadienne qui devrait privilégier les paysans dont il a plus besoin que les immigrants urbanisés comme les Juifs (43).

Les catholiques de Roumanie et de Yougoslavie constituent deux autres groupes minoritaires qui retiennent l'attention du Canadien. Bruchési rapporte au passage les plaintes des catholiques de Roumanie face aux tentatives d'assimilation de la part des orthodoxes. Au point de vue religieux, ils étaient mieux traités, à leur dire, par l'État austro-hongrois (121). Du même souffle, Bruchési décrit l'Église orthodoxe roumaine en perte de vitesse au plan spirituel...¹⁷ Ici encore, il note avec satisfaction que les congrégations catholiques françaises occupent une place de choix dans l'éducation de l'élite féminine de Bucarest (144).

Les cinq millions de catholiques du Royaume yougoslave sont essentiellement Croates et Slovènes. La minorité catholique en Serbie redoute la législation d'esprit laïque du gouvernement de Belgrade. Dans la capitale de la Yougoslavie, une congrégation de religieuses de France rehausse l'image du catholicisme dans l'élite. Bruchési montre la Yougoslavie comme «un beau champ d'action future pour le catholicisme». Beaucoup «y travaillent discrètement, à l'appel du Pape, à l'union des Églises». L'union des Églises pour le Canadien de ce temps,

17. Nulle sympathie de Bruchési pour l'orthodoxie, religion qui, à ses yeux, dépérit en Roumanie ou menace les catholiques de Serbie. Quant au catholicisme, c'est pour lui un vecteur des intérêts français dans les Balkans.

comme pour le pape Pie XI, veut dire le passage de l'orthodoxie à l'uniatisme.

Conclusion

Aux marches de l'Europe constitue un témoignage intéressant à plus d'un titre. D'abord, il rappelle que l'élite canadienne-française a toujours été curieuse du monde extérieur. Ce n'est pas du côté de l'ignorance à l'endroit de l'étranger qu'il faut chercher l'explication d'un certain isolationnisme. De plus le reportage de Bruchési est exceptionnel en ce qu'il a fait l'objet d'un livre et qu'il porte sur une partie de l'Europe bien moins connue que la trilogie Grande-Bretagne, France et Italie.

L'ouvrage nous révèle l'univers mental d'un intellectuel de la génération des années 1920. En un temps où l'enseignement de la science politique et des relations internationales est encore à ses balbutiements, il témoigne d'un bel effort de compréhension qui joint l'observation sur le terrain à l'étude livresque. Mi-reportage, mi-étude, le livre ne prétend pas apporter de réponses définitives. Intellectuel polyvalent comme ceux de sa génération, Bruchési est aussi à l'aise dans la description colorée des mœurs que dans la sèche énumération statistique. On peut, cependant, se demander s'il n'a pas trop cédé au charme de ses hôtes titrés...

L'ouvrage reste révélateur de la vision du monde des Canadiens français du temps. Bruchési ne peut qu'être attiré par ces peuples qui viennent d'accéder à l'indépendance nationale ou encore par ces minorités qu'un droit nouveau cherche à protéger. Mais sa sympathie pour les droits des minorités, fussent-elles nationales, reste bien tempérée par son souci de l'ordre et de la paix internationale sans parler de son idée de la démocratie dans ces pays. Par exemple, il rapporte les récriminations des Croates, mais se rallie à la position du roi Alexandre partisan d'un régime autoritaire et centralisé pour la Yougoslavie.

Quant à ses jugements sans aménité sur l'Allemagne et les Allemands, ils pourraient être ceux d'un nationaliste français de droite. Toutefois, on ne saurait réduire les positions de Bruchési à celles d'un émigré de l'intérieur, sorte de Canadien français qui ne pouvait voir l'étranger qu'à travers des lunettes françaises.

Le point de vue catholique de l'auteur fait bon ménage avec ses positions politiques. Partout où il va, l'action de la France catholique le conforte dans l'idée que c'est elle qui défend le mieux l'Occident

chrétien contre la Barbarie bolchevique qui a remplacé la menace ottomane. *Aux marches de l'Europe* nous promène dans les États de l'Europe de l'Est qui constituent le rempart essentiel de l'Europe occidentale face à la menace «asiatique». Le Canadien français communie ici à un grand courant de l'histoire occidentale.

A handwritten signature in black ink, reading "Pierre Savard". The script is fluid and cursive, with a long horizontal flourish extending to the right.